TOTAL : profiter plus pour gâcher plus

Yves Dimicoli

Il est légitime de mettre à contribution les résultats financiers du groupe Total comme le propose le PCF pour diminuer le racket des automobilistes.

Une explosion des profits

Le résultat net ajusté du groupe (présentation selon les nouvelles normes comptables reprise dans la presse) a atteint 12,2 milliards d'euros en 2007, après 12,6 milliards d'euros en 2006, soit une légère contraction, à très haut niveau, de 3%. Exprimé en dollars cela donne une progression de 6% passant de 15,8 milliards de dollars en 2006 à 16,7 milliards de dollars en 2007.

Le résultat net consolidé du groupe
(normes traditionnelles) affiche, lui, une sensible progression :

2007	2006	2005	2004	2003
13 535	12 135	12 643	11 149	7 219
En millions d'euros				

Une explosion des gâchis financiers
Une grosse partie de ces profits sert à payer des dividendes aux actionnaires du groupe

2007	2006	2005	2004
2.07	1.87	1.62	1.35
En milliards d'euros			

Cela donne un total de 6,91 milliards d'euros de bénéfices distribués sous forme de dividendes depuis 2004, avec une progression moyenne annuelle de 15% du dividende versé !
Une autre grosse partie des profits est dilapidée en rachats de ses propres actions par Total sur le marché afin d'accroître le rendement par action.
Les **rachats de ses propres actions** par Total ont évolué de la façon suivante :

2007	2006	2005	2004	2003	2002	2001	2000
1.79	1.787	3.975	3.367	3.553	3.993	2.945	5.606
En milliards d'euros							

Total a ainsi dépensé pour 10,92 milliards d'euros en rachats de ses propres actions entre 2004 et 2007. Ce montant atteint 29 milliards d'euros depuis 2000 ! **Ainsi, le groupe aura dilapidé près de 40% de ses résultats nets depuis 2004 en dividendes et rachats d'actions.**

1) Tous les chiffres sont issus des rapports d'exercice 2007 et 2006.

Appel adopté lors de la rencontre sur la crise financière le 15 mai 2008

Contre la spéculation changeons l'action des banques pour un autre crédit

Les participants à la rencontre du 15 mai 2008 sur «la crise financière, sa portée et les propositions qu'elle exige», militants syndicalistes, associatifs, politiques et élus, appellent les travailleurs et les citoyens à intervenir :
- Sur les relations entre banques et entreprises ;
- Pour assurer un caractère de service public au crédit, en faveur d'une croissance réelle riche en emplois qualifiés avec de bons salaires ;
- Contre les gâchis de la spéculation ;
- Pour une progression des conditions de vie et de travail, une sécurisation de l'emploi et de la formation, en relation avec la promotion de tous les services publics;
- En se rassemblant partout dans l'action, dans les formes qu'ils estiment les plus appropriées, sur tel ou tel type d'exigence parmi les suivantes.

Ils demandent des contrôles nouveaux sur les banques et les fonds d'investissements, avec des obligations de limitation des produits spéculatifs et avec des réserves obligatoires en titres d'emprunt public.

Ils demandent à créer dans toutes les régions des «Fonds publics régionaux» pour prendre en charge tout ou partie des intérêts des crédits pour les investissements matériels, de recherche, en logiciels….avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à zéro, que sont créés de bons emplois et de bonnes formations.

Ils appellent les travailleurs à solliciter ces Fonds pour des propositions alternatives de développement des capacités réelles et humaines et des productions de leurs entreprises et à exiger des pouvoirs accrus sur les gestions des entreprises.

Ils demandent la création d'un pôle financier public national pour favoriser une croissance réelle riche en emplois de qualité. Outre la récupération des fonds publics d'exonérations de cotisations sociales patronales dans un Fonds national pour l'emploi et la formation, cela concernerait la Caisse des dépôts, les Caisses d'épargne, les banques mutualistes, la Banque postale, avec des conventions de coopération avec toutes les autres banques.

Ils demandent une autre mission de la banque centrale européenne (BCE), contrôlée par les Parlements nationaux et européen, à l'appui des propositions alternatives des travailleurs dans les entreprises et les services publics. Pour favoriser la croissance réelle et l'emploi, contre la spéculation, la BCE, en liaison avec les banques centrales nationales participantes comme la Banque de France, devrait refinancer les banques avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés pour les crédits aux investissements réels que sont programmés plus d'emplois et de formations efficaces. Au contraire, les taux seraient fortement relevés pour les placements financiers.

Ils demandent une refondation du FMI avec des droits de vote démocratisés l'émancipant du contrôle par les Etats-Unis, avec une monnaie commune mondiale à partir des droits de tirage spéciaux (DTS). Sur ces bases, le FMI pourrait refinancer les banques centrales pour le co-développement des peuples. Ici aussi, les taux d'intérêt seraient d'autant plus abaissés pour les crédits aux investissements réels que ceux-ci programment plus d'emplois et de formations dans les entreprises et les services publics.

Ils appellent au développement des pouvoirs d'intervention et de coopération des usagers avec les personnels dans tous les services publics, des niveaux local et national aux niveaux européen et mondial.

Ils demandent d'instaurer des biens et services communs de toute l'humanité en coopération pour le crédit, l'alimentation, l'eau, l'écologie, l'énergie, les transports, les réseaux de communication, la santé, l'éducation, la culture…

Ils demandent, sur tel ou tel de ces points, à tous les partis de gauche, aux syndicats de travailleurs, aux associations de défense des besoins populaires, d'intervenir pour des crédits et un système de financement opposés à la spéculation et pour le progrès de la vie de chacun-e.

Paris, le 15 mai 2008.